

Poussé vers la sortie, Laurent Wauquiez démissionne

PAR LUCIE DELAPORTE
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 3 JUIN 2019

Acculé par une partie des cadres de Les Républicains qui avaient déjà lancé les grandes manœuvres pour le débarquer après la déconfiture aux européennes, Laurent Wauquiez a annoncé qu'il quittait ses fonctions pour permettre à « *la droite de se reconstruire* ».

« *Il faut que la droite se reconstruise. Je ne veux être un obstacle pour personne.* » Une semaine après la déconfiture de LR (Les Républicains) aux élections européennes, qui a réalisé dimanche 26 mai 2019 le pire score de son histoire, Laurent Wauquiez a annoncé au 20 h de TF1 qu'il quittait ses fonctions à la tête du parti. « *Ces élections sont un échec. Ce n'est pas facile, mais il faut le reconnaître avec humilité. Les victoires sont collectives, et les échecs sont solitaires. C'est comme ça. Il faut que je prenne mes responsabilités* », a expliqué le président de LR affirmant qu'il voulait « *prendre du recul* ».

Toute la semaine, des ténors de la droite s'étaient relayés pour lui faire comprendre – par diverses initiatives – qu'il devait passer la main.

Très sceptique depuis le début quant à la ligne ultra-droitière défendue par Wauquiez, Gérard Larcher avait dès le lendemain de la claque du 26 mai lancé les grandes manœuvres. Devant le refus de Wauquiez de démissionner, le président du Sénat, inquiet à l'idée d'aborder les municipales dans un tel état de déréliction, avait annoncé qu'il prenait l'initiative, en

dehors du parti, d'« *une démarche au travers des territoires pour reconstruire un projet qui rassemble la droite et le centre* ».



Laurent Wauquiez sera resté dix-huit mois à la tête de LR. © Reuters

Gérard Larcher devait réunir ce mardi les chefs de file de LR à l'Assemblée et au Sénat, Christian Jacob et Bruno Retailleau, ainsi que leurs homologues centristes Philippe Vigier et Hervé Marseille. François Baroin, le patron de l'Association des maires de France, mais également Valérie Pécresse ou Dominique Bussereau étaient attendus. Autant de personnalités notoirement hostiles à Wauquiez.

En fin de semaine, onze jeunes députés LR, menés par Pierre-Henri Dumont et Aurélien Pradié, avaient lancé de leur côté une tribune appelant à un « *comité du renouvellement à droite* », un texte qui ne demandait pas frontalement la démission de Wauquiez mais expliquait qu'il était temps de laisser la place aux jeunes pour refonder la droite.

Dans un parti totalement verrouillé par Laurent Wauquiez depuis son arrivée, ce genre d'initiative autonome était un signe que le patron de LR ne contrôlait plus ses troupes.

Mal-aimé des Français et détesté par nombre de cadres de la droite, la situation de Laurent Wauquiez était devenue intenable.

Élu en décembre 2017, sans véritable opposition, il ne sera resté qu'un an et demi à la tête de Les Républicains. Dix-huit mois de mandat placés sous le signe de la « *refondation* » mais qui auront surtout été marqués par des crises à répétition.

Au lendemain de son élection à la tête du parti, plusieurs grandes figures de la droite, en désaccord avec sa ligne, décident de bruyamment claquer la porte. Xavier Bertrand, le patron des Hauts-de France,

rend sa carte. Certains, comme Valérie Pécresse à la tête de l'Île-de-France, mènent une opposition interne déterminée, quand d'autres, à l'instar de François Baroin ou de Christian Estrosi, se mettent en retrait dans leur ville, sans pour autant quitter le parti. Après le séisme de l'élection d'Emmanuel Macron, Laurent Wauquiez ne sera pas parvenu à endiguer l'hémorragie des cadres de la droite.

Rue de Vaugirard, au siège de LR, il s'est entouré d'un petit carré de fidèles, et muselle toutes les instances du parti. Le bureau politique est composé de nombreux élus de sa région Auvergne-Rhône-Alpes chargés de faire la claque. Car Wauquiez tolère mal la critique.

Six mois après avoir été nommée numéro 2 du parti, l'ancienne juppéiste Virginie Calmels est brutalement remerciée pour avoir émis des doutes sur un tract de campagne, empruntant trop ostensiblement à l'extrême droite.

Le malaise s'installe durablement et la course à l'échalote avec le Rassemblement national, initiée par Wauquiez et le député Guillaume Larrivé qu'il charge du programme pour les européennes, laisse de plus en plus circonspects une partie des cadres qui voient leurs électeurs se détourner vers Emmanuel Macron.

Le choix de François-Xavier Bellamy pour conduire la liste LR aux européennes aura été à cet égard le dernier pari, perdu, de Wauquiez. Le profil ultraconservateur de l'élu versaillais passe mal mais le président de LR ne veut rien entendre.

Tout au long d'une campagne menée tambour battant, Laurent Wauquiez et son entourage ne cesseront de répéter « *qu'il se passe quelque chose* » et que la droite est en train de « *se réveiller* ».

Avec le pire score de son histoire, le réveil est bien là, mais il est brutal.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.